



UN MICHEL II ? PAS SI VITE...

Les partenaires de la suédoise fédérale sont prêts à repartir pour une deuxième législature ensemble. Le chemin menant à une reconduction reste pourtant semé d'embûches. Et si cela était moins évident qu'il n'y paraît ?

PAR OLIVIER MOUTON



Le gouvernement Michel vient de fêter ses trois ans et rien ne semble pouvoir l'affecter. Mais les électeurs décideront de sa reconduction.

PABLO GARRIGOS/ISOPIX

À ses débuts, le 11 octobre 2014, l'opposition l'avait surnommée « kamikaze ». C'était une évidence : cette majorité fédérale surprenante, alliant trois partis flamands (N-VA, CD&V et Open VLD) au seul MR du côté francophone, tomberait dans l'année. Mais trois ans après, rien ne semble pouvoir ébranler la coalition emmenée par Charles Michel. Ni une politique socio-économique aux accents de droite très marqués. Ni les provocations à répétition de la N-VA ou le style désinhibé « à la Trump » de Theo Francken à l'Asile et la Migration. Ni même les tensions à répétition entre partenaires flamands.

Derrière son mot d'ordre de « gouverner jusqu'au dernier jour », le Premier ministre Charles Michel rêve à peine secrètement de rempiler au 16, rue de la Loi. Ses partenaires ne s'en cachent pas non plus : reconduire la suédoise est désormais plus qu'un désir, une évidence, si les électeurs le permettent en 2019. Koen Geens, ministre CD&V de la Justice, fut le premier à lancer un ballon d'essai, sur RTL-TVI, en confiant combien il aimait travailler avec le Premier actuel. « Bien sûr, reconduire une telle coalition nous convient », a rétorqué, sur la RTBF, le président du MR, Olivier Chastel. Un ballet bien orchestré. Qui découle d'un scénario programmé bien à l'avance : Charles Michel n'exprimait-il pas, il y a

deux ans déjà, son appétit, lors d'un entretien accordé dans le cadre de sa biographie, *Le Jeune Premier* (éd. Racine, 2015) ? « C'est une possibilité, confiait-il. Si on sort conforté par les élections, on peut décider de continuer pour aller plus loin dans l'implémentation des réformes, pour poursuivre le chemin. C'est une possibilité, mais ce n'est pas la seule. » De quoi laisser penser à un préaccord, fût-ce tacite, pour deux législatures.

Aujourd'hui, la possibilité dépasse la rhétorique. Elle reste toutefois suspendue à de nombreux « mais »...

« Dès le début de la législature, il était en effet déjà question d'un Michel II, acquiesce Carl Devos, politologue à →

→ l'université de Gand. Les quatre partenaires pensaient avoir besoin de deux législatures pour mener de grandes réformes socio-économiques, sans les socialistes. Les disputes incessantes au sein de la majorité, surtout entre le CD&V et la N-VA, ont mis cela en doute durant quelques mois. Mais l'accord conclu cet été a réveillé cette tentation. » En juillet, la suédoise a accouché d'un nouveau paquet de réformes en matière de fiscalité, de compétitivité et de cohésion sociale. La déclaration du Premier ministre à la Chambre, le 10 octobre, s'est déroulée sans la moindre tension interne, contrairement à l'année passée où elle avait été marquée par un appel vibrant à l'unité d'une majorité déchirée. L'air du temps, partout en Europe, est en outre à des coalitions de centre-droit, comme en Allemagne, en France ou aux Pays-Bas,

fût-ce implicite, du CD&V ou de l'Open VLD à l'égard de la famille socialiste. Il faut dire que le SP.A est au plus mal depuis longtemps et que le PS ne va pas bien du tout. Le CD&V, dans le même temps, a viré à droite. Le sentiment naturel est donc que les partenaires actuels repartiraient bien ensemble. L'idée d'une deuxième législature, c'est de tuer les socialistes. Le deal du MR avec la N-VA, c'est ça ! En les rejetant une nouvelle fois dans l'opposition, ils leur porteraient un coup sévère. » Une alliance objective entre nationalistes et libéraux.

Plutôt un Jambon I^{er} ?

Pour reconduire la suédoise, la N-VA serait même prête à délaïsser son objectif communautaire au cours d'une deuxième législature. Même si le parti nationaliste envoie des signaux contradictoires. « La

non. Ils pourraient, dès lors, se contenter de l'une ou l'autre mesure symbolique comme la suppression du Sénat. »

Pour autant, une suédoise reconduite ne donnerait pas nécessairement naissance à un gouvernement Michel II. Dédiabolisée au sud du pays, la N-VA se sent pousser des ailes, y compris pour le poste de Premier ministre. « Certains de ses ténors ont des attentes de plus en plus grandes, prolonge le politologue gantois. On évoque la possibilité que Jan Jambon vise le 16, rue de la Loi. Quant à Bart De Wever, il ne va pas rester éternellement président de parti : il pourrait devenir ministre-président flamand. » Le CD&V, aussi, rêve d'autre chose et lance des appels du pied au CDH pour renforcer le poids de la famille au sein de la coalition : son président, Wouter Beke, pourrait lui aussi ambitionner un poste ministériel d'envergure. Pourquoi pas le Seize, pour renouer avec une longue tradition chrétienne-démocrate ?

Une majorité affaiblie ou divisée

Mais tous les astres ne sont pas encore alignés en vue d'un prolongement de la suédoise, loin s'en faut, et Charles Michel le sait. Le chemin est encore long jusqu'aux élections régionales et fédérales de mai 2019. « D'autant que dès le moment où on se déclare candidat à sa reconduction, on se met déjà en difficulté », relève Carl Devos. Au milieu du parcours, le scrutin communal risque d'aviver les tensions. L'une ou l'autre crise peut aussi survenir et changer l'agenda politique comme ce fut le cas en 1999 avec la crise de la dioxine, qui avait dopé les écologistes. Et telle une lame de fond, l'antipolitisme né des affaires pourrait tout chambouler.

« Tout d'abord, la majorité elle-même n'est pas nécessairement au mieux de sa forme, note Pascal Delwit. On peut observer dans les sondages, même s'ils partent dans tous les sens, que le CD&V et l'Open VLD restent toujours en dessous de leur résultat des élections de 2014, déjà considérés comme très



DIRK WAEM/BELGAIMAGE

L'affrontement aux communales à Anvers entre Kris Peeters, vice-Premier CD&V, et Bart De Wever, patron de la N-VA, va provoquer des tensions.

voire de droite comme ce devrait être le cas en Autriche.

« Les trois partis néerlandophones de la majorité fédérale n'envisagent pas pour l'instant un scénario alternatif à la suédoise, confirme Pascal Delwit, politologue à l'ULB. Il n'y a aucune approche,

N-VA sait qu'elle doit profiter de ces moments qui lui sont favorables pour gouverner, souligne Carl Devos. Pour elle, c'est une question de crédibilité. En outre, les nationalistes savent qu'ils n'ont pas de partenaires pour une réforme de l'Etat : pour le CD&V, l'Open VLD et le MR, c'est

mauvais. Le CD&V est descendu lors des derniers scrutins sous ses minima historiques. Et l'Open VLD se situe autour des 15 %, alors que les 17,5 % obtenus par Guy Verhofstadt en 2007 avaient été jugés exécrables. D'aucuns, au sein de ces deux partis flamands, pourraient s'interroger sur la stratégie menée par leurs directions. » Leur santé après les communales, dans un an, jouera sans aucun doute un rôle décisif.

Du côté francophone, le MR n'est pas au mieux de sa forme, ajoute le politologue de l'ULB. « On épingle souvent, à juste titre, la très mauvaise situation du CDH ou la chute brutale du PS, mais le MR se trouve à un niveau assez faible, celui de 2009-2010 qui était considéré comme un mauvais résultat après qu'il soit devenu premier parti francophone en 2007. Il est possible que le MR perde de un à trois sièges à la Chambre en 2019, ce qui rendrait encore plus difficile l'acceptation sociale d'un gouvernement minoritaire du côté francophone. D'autant qu'il est difficile de nier le fait que cette majorité des droites est au service des intérêts flamands. Bien sûr, la situation a changé avec la mise en place d'une majorité MR-CDH au gouvernement wallon et il y a des appels du pied au CDH, qui semble plus ouvert. Reste encore à voir de quelles troupes ce parti disposera encore... »

Ces prédictions risquent d'être chamboulées d'ici à deux ans. Les élections communales, si elles sont souvent déterminées par des enjeux locaux, sont devenues un test national. Géré comme tel par les états-majors des partis. Les rebondissements s'y multiplient, les passes d'armes sont violentes et les dominos tombent parfois au point d'endommager les relations entre des partis susceptibles de gouverner ensemble. Cela pourrait être le cas en Flandre à l'occasion d'un scrutin explosif. « Que se passera-t-il si Wouter Van Besien parvient à remplacer Bart De Wever comme bourgmestre d'Anvers à la tête de son cartel Groen-SP.A, en obtenant le soutien

du CD&V et de l'Open VLD ? se demande Carl Devos (*lire aussi page 22*). Alors, la possibilité d'un Michel II est sans doute morte et enterrée ! » « Je ne me pencherai sérieusement sur le sort des élections de 2019 qu'après avoir vu ce qui se passe lors des communales de 2018 », confirme son homologue de l'ULB.

en ce compris PS et MR. La seule certitude, c'est que cela risque d'être vraiment compliqué ! Comme partout en Europe, d'ailleurs, on vient encore de le voir aux Pays-Bas. » Chez nos voisins, pas moins de 208 jours ont été nécessaires au libéral Mark Rutte pour former un gouvernement avec les progressistes de D66 et



VALENTIN BIANCHI/ID PHOTO AGENCY

Zakia Khattabi et Patrick Dupriez, coprésidents d'Ecolo, sont les grands vainqueurs du dernier baromètre La Libre/RTBF.

Un pays difficile à gouverner

La vague antipolitique découlant des affaires, de la perte de crédibilité des partis traditionnels et du rejet de la suédoise est une autre incertitude de cette équation à multiples inconnues. La preuve, là encore, avec les communales où les listes citoyennes et cartels adoptant un autre nom se multiplient. Surtout du côté francophone, cette fois. Le résultat pourrait être une fragmentation du paysage politique rendant le pays pratiquement ingouvernable.

« Seuls le PTB, Ecolo et DéFI à Bruxelles semblent progresser », analyse Pascal Delwit. Le dernier baromètre *La Libre/RTBF*, publié mardi 17 octobre, confirme cette tendance. « Arithmétiquement, du côté francophone, la capacité à former une coalition MR-CDH n'est pas très importante au vu de ces prévisions, prolonge le politologue. La probabilité est forte que trois ou quatre partis soient nécessaires,

deux petits partis chrétiens, l'un plutôt conservateur. Le tout dans un pays sans clivages linguistiques.

« La fragmentation des voix sera un élément à prendre en compte en Flandre également, confirme Carl Devos. Mais le résultat, en tout état de cause, pourrait être différent : il risque de ne pas y avoir d'alternative crédible à la majorité actuelle. Une tripartite traditionnelle n'aurait pas assez de voix. Ou alors, il faut mettre tout le monde ensemble dans une coalition monstre CD&V, Open VLD, SP.A et Groen, difficile à manœuvrer. Le chemin menant à un Michel II n'est peut-être pas aussi évident qu'il y paraît, c'est vrai. Mais les alternatives risquent d'être encore plus difficiles à trouver... »

There's no alternative. C'est le slogan Thatcherien qu'utiliserait la suédoise pour montrer qu'il n'y a pas d'autre politique possible, dénoncent ses détracteurs. CQFD. ♦